



Un tournant dans la situation mondiale

Le visage de l'impérialisme, celui de la barbarie, apparaît au grand jour. Tandis que la course aux armements s'accélère et s'intensifie, que le développement de la technique est mis au service des forces destructrices, les prolétariats et la jeunesse, les peuples du monde entier subissent l'exploitation, l'oppression, la misère comme prix de la crise du système du profit. Le peuple palestinien, affamé, bombardé sans répit, est victime d'un génocide sauvage de la part de l'état colonial d'Israël soutenu dans son entreprise de destruction systématique par les puissances impérialistes.

La guerre impérialiste qui se déroule depuis des années en Ukraine et qui a pour but déclaré de s'accaparer les richesses minières de ce pays, a déjà fait plus d'un million de morts et de blessés. Partout, les États bourgeois revoient leur budget militaire à la hausse, préparant des affrontements encore plus dévastateurs. Partout, on assiste à un développement sans précédent des budgets militaires et de l'industrie d'armement. Partout, les états bourgeois cherchent à faire payer aux prolétariats du monde entier la crise du système capitaliste.

Macron annonce une « nouvelle ère »

Dans son allocution du 5 mars, Macron aboutit à cette conclusion : il faut accentuer encore le recours à l'économie d'armement. Pour ce faire, il annonce de « *nouveaux choix budgétaires* » sans augmentation d'impôts. Il précise : « *Pour cela il faudra des réformes, des choix, du courage* ».

Les deux lois de programmation militaires adoptées depuis 2019 prévoyaient déjà le doublement des dépenses militaires de l'État – de 34 milliards en 2018 à 67,4 milliards en 2030. Les nouvelles annonces de Macron vont jusqu'à envisager de porter ces dépenses à hauteur de 100 milliards ! Ce sont ainsi des dizaines de milliards d'euros qu'il s'agit de ponctionner sur les budgets sociaux : atteindre cet objectif est impensable sans remise en cause de l'existence même des écoles et hôpitaux publics, des retraites par répartition, de la Sécurité sociale.

Macron cherche pour cela à s'appuyer sur le « dialogue social » : il a invité « *toutes les forces politiques, économiques et syndicales du pays* » à « *faire des propositions* » pour « *trouver les solutions de demain* ». Au nom des intérêts fondamentaux des travailleurs et de la jeunesse, la première responsabilité des dirigeants des organisations ouvrières, c'est de refuser de jouer ce rôle contraire à leur nature même, de rejeter toute union nationale derrière Macron. C'est donc de rompre avec Macron et son gouvernement, de préparer l'affrontement inévitable contre eux et leurs contre-réformes.

Les mesures de Trump : un saut qualitatif dans la guerre commerciale

Dès le premier jour de son mandat, Trump a déclenché une guerre tarifaire sans précédent. Avec les premières annonces, entre 45% et 60% des importations américaines feront face à une hausse des droits de douane. Le 2 avril, Trump a encore enfoncé le clou en confirmant la mise en place, dès le 9 avril, de droits de douanes « réciproques » à des niveaux très élevés. Tous les pays sont à présents concernés par l'offensive tarifaire, notamment la Chine initialement épargnée par les premières décisions. De telles mesures remettent brutalement en cause les règles de fonctionnement du marché mondial tel qu'il s'est constitué depuis 80 ans. Rubio, le ministre des affaires étrangères, l'a exprimé avec une grande clarté en indiquant : « *l'ordre mondial n'est pas seulement obsolète, il est utilisé comme une arme contre nous* ».

Cependant, la guerre commerciale « *la plus stupide de l'histoire* » ainsi que l'a qualifiée le *Wall Street Journal* fait vaciller les marchés financiers et plonger le dollar. Aux tarifs eux-mêmes, s'ajoute l'incertitude générale qui plombe le climat des affaires et bloque les décisions d'investissement. L'offensive de Trump menace de conduire l'économie mondiale au bord de l'effondrement. C'est pourquoi des franges de plus en plus nombreuses du capital, en particulier les patrons des grands constructeurs automobiles, montent au créneau contre des mesures qui remettent en cause toutes les « chaînes de valeur » mises en place

dans le cadre du marché nord-américain et ce qui fut appelé « la mondialisation ». Trump doit composer avec ces résistances. Il temporise sur certaines mesures, devra sans doute en aménager d'autres mais, pour le moment, il maintient son cap.

Sur le plan intérieur, Trump pratique la politique du « coup d'état permanent » pour imposer son programme ultraréactionnaire

Dans le même temps, Trump et son administration mènent une offensive frontale contre les agences et programmes fédéraux et contre les fonctionnaires. Des milliers d'entre eux ont déjà été licenciés tandis que des administrations entières sont à l'arrêt, voire en passe d'être démantelées (comme le ministère de l'éducation et de la santé). Significativement, seules sont épargnées les dépenses militaires et les subventions au capital.

Cette politique s'accompagne d'une campagne de terreur, notamment contre le prolétariat d'origine immigrée et les organisations syndicales. Trump s'assoit sur la loi, pratique systématiquement le chantage et gouverne par décrets. Le congrès se trouve dépossédé de ses prérogatives avec l'assentiment de sa majorité républicaine et le quasi silence du Parti démocrate. Les juges sont menacés dès qu'ils émettent un jugement défavorable à sa politique. Il s'agit d'une tentative de réaliser ce que la bourgeoisie US n'est jamais parvenue à faire jusqu'à présent, c'est-à-dire aller vers l'instauration d'un pouvoir centralisé.

Trump s'en prend tout particulièrement aux universités : il vient de couper 400 millions du budget de l'université de Columbia, fait arrêter ou expulser étudiants, enseignants et chercheurs à l'instar de Mahmoud Khalil, l'un des porte-parole du mouvement de soutien au peuple palestinien. Il s'agit d'une forme de retour au « maccarthysme », de terroriser la jeunesse et de lui faire payer sa mobilisation massive depuis un an et demi. Plus généralement, c'est une véritable guerre que livre Trump contre la science, la culture, le savoir. L'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne : Trump et sa politique en sont une manifestation particulièrement exacerbée.

Pour faire face au défi économique et militaire grandissant que représente l'impérialisme chinois, Trump sape les fondements de « l'ordre mondial » impérialiste

Les menaces, mises en cause et mesures de rétorsion de Trump à l'encontre de l'ONU et de ses instances, voire de l'OTAN, témoignent de l'état de faiblesse historique de l'impérialisme américain : de point d'appui pour assurer sa domination, « l'ordre mondial » que cet impérialisme a institué après 1945 sous le vernis du « droit international », est devenu un carcan de plus en plus difficile à supporter. Trump cherche donc à s'en affranchir au profit d'une défense brutale des seuls intérêts de l'impérialisme américain, y compris contre ses concurrents impérialistes européens.

C'est à cette aune qu'il faut mesurer la volonté de Trump de forcer un accord rapide dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine : « *on ne peut pas avoir deux priorités en même temps* » (P. Hegseth, secrétaire à la Défense). En dernière analyse, il s'agit de libérer des ressources budgétaires et militaires actuellement mobilisées en Europe pour les concentrer en vue de l'affrontement avec l'impérialisme chinois.

Il en va de même du soutien inconditionnel que l'impérialisme américain apporte au génocide du peuple palestinien par l'État colonial, raciste et meurtrier d'Israël. Initialement, Trump avait lors de son premier mandat confié à un tandem constitué par Israël et l'Arabie saoudite le soin d'assurer son « ordre » impérialiste au Moyen-Orient, lui permettant de se désengager, dans une certaine mesure, de la région. Mais les échanges économiques avec la Chine devancent désormais les échanges avec les Etats-Unis jusque dans la péninsule arabique : Israël est désormais le seul allié sûr et fiable de Washington dans toute la région.

Au fond, la violence de l'offensive tarifaire de Trump doit se comprendre comme une réaction virulente, un changement de braquet, face au défi que le jeune impérialisme chinois pose à la domination mondiale de l'impérialisme US. Cette position dominante décline depuis des décennies, sous le poids des contradictions internes de l'impérialisme US ou de l'émergence de concurrents économiques (Japon, Allemagne).

Mais avec l'irruption de l'impérialisme chinois, pour la première fois, l'impérialisme US est directement contesté en tant que seule puissance impérialiste mondiale. Le renforcement considérable des pouvoirs exécutifs traduit ainsi une volonté de bander les forces de l'impérialisme US dans la perspective d'un affrontement jugé inévitable avec la Chine, ainsi que des coups inouïs qu'il s'agit de porter, pour cela, au prolétariat et à la jeunesse américains. À travers son conflit avec la Chine, l'impérialisme US est de plus en plus amené à se débarrasser de ses oripeaux « démocratiques ».

L'offensive de Trump menace l'Union européenne de dislocation et accélère la tendance au militarisme

L'administration Trump a donc décidé de mettre les impérialismes d'Europe occidentale hors-jeu concernant l'Ukraine. Ces derniers ont beau se démener comme des beaux diables, ils ne sont pas associés aux discussions et ne seront pas à la table de négociation. La menace du retrait précipité du soutien militaire américain exacerbe les antagonismes entre impérialismes européens déjà confrontés au décrochage économique du continent. Prise en étau entre l'offensive économique et tarifaire américaine et la puissance industrielle et exportatrice chinoise, l'UE est profondément divisée quant aux réponses à apporter.

La menace du retrait militaire américain d'Europe donne un immense coup d'accélérateur à la course à l'armement déjà engagée depuis plusieurs années. Sous couvert de combattre la prétendue « menace russe », le recours massif à l'économie d'armement s'impose en fait aux bourgeoisies d'Europe comme seul « volant d'entraînement » du capitalisme en crise, pour tenter de sortir de l'impasse dans laquelle elles sont engagées. *Le Monde* du 20/02/25 s'interrogeait concernant l'Allemagne : « *l'industrie d'armement pourrait-elle prendre le relais de l'automobile en crise ?* ». Volkswagen a répondu en se déclarant ouvert à la conversion de certaines de ses usines en fabriques d'armement. Immédiatement Rheinmetall, le fabricant de chars en plein boom, a sauté sur l'occasion en déclarant que l'usine d'Osnabrück serait « *très appropriée* » pour la production de matériel de défense. En France, l'usine des fonderies de Bretagne, sous-traitant de Renault dont le contrat n'a pas été renouvelé, est en train d'être reconvertie en usine de fabrication d'obus.

Mais il faut être clair sur un point : cette course à l'armement ne préfigure aucun renforcement de l'unité de l'Union européenne. Les chiffres mirobolants du plan *Réarmer l'Europe* de la Commission européenne ne résistent pas à l'épreuve des faits. La seule décision tangible, c'est celle de sortir les dépenses d'armement du calcul du déficit public. En définitive, c'est bien à chaque État qu'il reviendra de faire face à ses dépenses d'armement. Et pour la bourgeoisie française, c'est un énorme problème en raison de sa situation budgétaire catastrophique.

Pour les prolétariats européens, pour la jeunesse européenne, c'est donc la perspective immédiate d'une offensive sans précédent contre les budgets sociaux, contre leurs acquis en matière de droit à la santé, à l'éducation, au logement, à la culture, c'est un nouveau renforcement du caractère policier des états bourgeois. Car pour financer la guerre impérialiste, les bourgeoisies européennes doivent impérativement déclarer une autre guerre, d'une ampleur inédite, au prolétariat, à ses conquêtes et à ses conditions d'existence et ainsi obérer toute perspective d'avenir pour la jeunesse.

« *L'ennemi principal est dans notre propre pays* » (K. Liebknecht)

L'impérialisme français est de plus en plus déclassé économiquement. Il n'a guère plus que son industrie d'armement et sa bombe nucléaire à faire valoir. Il n'est donc pas surprenant qu'il tente de se placer aux avant-postes de cette tendance au militarisme en Europe. Macron est allé jusqu'à évoquer la perspective de porter l'effort de guerre jusqu'à 3,5 %, voire 5 % du PIB. *Le Monde* a commenté à juste titre : « *l'exécutif veut préparer la société française aux prémices d'un effort de guerre sans précédent depuis 1945* ».

Macron a reçu un appui clair des partis de « l'arc républicain » qui soutiennent le gouvernement Bayrou, le PS déclarant « faire bloc » derrière l'Ukraine. LFI s'oppose de son côté à « l'Europe de la défense », non pas sur une ligne internationaliste mais... souverainiste. Lachaud, représentant de LFI au sein de la commission « Défense nationale » de l'Assemblée, précise : « *notre vision ne peut pas être européocentrée* », en rappelant la présence de la France dans les Outre-mer (*Le Monde*, 12/03/25). Autrement dit, l'orientation de LFI, qui a voté toutes les lois de programmation militaire, c'est la défense de l'impérialisme français avec ses possessions coloniales, de « l'empire français » ou de ce qu'il en reste.

Du côté des organisations syndicales, la direction confédérale de la CGT a donné le ton dans une déclaration du 10 mars : à aucun moment, elle ne s'y prononce contre la politique de réarmement de Macron, contre la collaboration avec ce gouvernement de guerre. La direction de la CGT écrit : « *L'Europe et la France doivent [...] construire une stratégie commune au plan européen au service d'une diplomatie et d'une défense basées sur le multilatéralisme et indépendantes de l'OTAN. Pas question de céder aux injonctions de Donald Trump et d'augmenter les budgets militaires pour financer le complexe militaro-industriel américain. Retrouver notre souveraineté nécessite de restaurer et de protéger notre industrie* ». C'est une orientation chauvine qui se situe entièrement en soutien à Macron et à sa politique belliqueuse, sur le terrain de la collaboration, de l'union nationale et de la défense des intérêts fondamentaux de la bourgeoisie française. C'est une orientation de désarmement de la classe ouvrière et de la jeunesse face à la bourgeoisie au moment précis où gronde la menace de la guerre impérialiste.

Face à l'impérialisme pourrissant, face au militarisme, face à la barbarie, combattre pour le socialisme

L'alternative « *socialisme ou barbarie* » revêt dans ces circonstances une actualité brûlante. Le changement opéré dans la politique extérieure de l'impérialisme US alimente une course à l'armement généralisée lourde de menaces, il attise et libère les rivalités entre puissances secondaires. Il va intensifier la course aux ressources naturelles, minières, énergétiques et ce faisant, approfondir la destruction déjà terriblement avancée de l'environnement et de la biodiversité. Partout, la répression et les tendances à la remise en cause des libertés démocratiques vont s'accroître, les discours chauvins, martiaux, obscurantistes se répandre sans borne, y compris au sein du mouvement ouvrier : plus que jamais, le capitalisme parvenu à son stade impérialiste menace l'ensemble de la civilisation humaine d'un profond recul historique.

Il n'y a donc pas de tâche plus urgente que d'exproprier le capital, d'en finir avec la propriété privée des moyens de production et de transports, en commençant par tous les trusts, les grands groupes qui massacrent la planète et asservissent des millions de prolétaires. Seul le socialisme peut ouvrir une issue positive, à travers l'organisation scientifique, rationnelle, planifiée de la production en fonction des besoins fondamentaux de la majorité tout en veillant à restaurer l'équilibre entre la nature et l'homme. L'avenir de l'humanité repose sur la capacité du prolétariat et de la jeunesse d'engager le combat pour affronter et défaire les gouvernements bourgeois pour aller vers le socialisme.

Dans l'immédiat, il faut combattre la politique militariste des gouvernements bourgeois en Europe. Il faut combattre la politique de Macron et du gouvernement Bayrou-Retailleau. Pour cela, il est impératif de dénoncer sans relâche la position chauvine de soutien à Macron et à la guerre impérialiste des directions syndicales et de combattre pour leur imposer de rompre leur collaboration incessante avec ce gouvernement sur les attaques immédiates et celles à venir.

Nous terminerons en reprenant la conclusion de l'éditorial de notre numéro de CPS 91 (mai 2024) :

« Les militants regroupés autour de *Combattre pour le socialisme* sont partisans d'une véritable unification de l'Europe, de l'abolition des frontières et des carcans nationaux, d'une véritable organisation collective de la production et des échanges, à l'échelle de tout le continent, pour satisfaire durablement les besoins sociaux des travailleurs, de la jeunesse. Pour cela, il faut rompre avec l'Union européenne, ses traités, sa monnaie. Cela implique de mettre à bas les États bourgeois nationaux, d'exproprier dans chaque pays la bourgeoisie nationale, pour réaliser les États-Unis socialistes d'Europe. Pour enrayer les attaques contre tous les prolétariats d'Europe, il n'y a pas d'autre voie que de combattre, dans chaque pays, contre les gouvernements au service du capital financier et leurs politiques.

C'est sur cet axe qu'il est possible et nécessaire de combattre, sur la ligne du front unique des organisations du mouvement ouvrier (partis, syndicats), pour balayer les gouvernements à la solde du capital, porter au pouvoir des gouvernements ouvriers issus de tels fronts unis engageant la marche au socialisme. Cela implique de combattre sans relâche pour organiser les travailleurs afin d'imposer aux dirigeants des syndicats ouvriers de cesser toute concertation et collaboration avec le gouvernement à la mise en œuvre des contre-réformes réactionnaires.

Pour mener ces combats, le prolétariat et la jeunesse doivent nécessairement construire le Parti ouvrier révolutionnaire, l'Internationale ouvrière révolutionnaire. A la mesure de ses moyens, notre Groupe entend y contribuer. »

Le 4 avril 2025